

La situation est beaucoup moins critique pour la plupart des débiteurs asiatiques. Le Tableau 5 permet d'établir une comparaison entre les ratios des pays en voie de développement asiatiques à ceux des pays en voie de développement d'autres régions, comparaison qui illustre la différence de situation. À quelques exceptions près, notamment dans le cas des Philippines qui ont un sérieux problème d'endettement, de nombreux pays asiatiques à faible revenu enregistrent à l'heure actuelle de meilleurs ratios qu'il y a dix ans, et dans le cas des ratios qui se sont détériorés, les variations n'ont été que mineures. Selon les experts que le Comité a rencontrés à New York, la prédominance de l'économie de marché et de systèmes d'entreprise plus dynamiques constitue un facteur important de la situation globalement plus favorable que connaissent de nombreux pays asiatiques en voie de développement par rapport aux deux autres régions mondiales étudiées. Cet état de choses est aussi en partie attribuable à la diversité des exportations de ces pays, et notamment à une plus grande proportion de biens manufacturés. Cette diversité rend ces pays moins vulnérables à la récession mondiale, et particulièrement à la chute des prix des produits de base. Néanmoins, ils pourraient souffrir des mesures protectionnistes des pays de l'OCDE, qui sont pour eux les marchés les plus prometteurs pour l'exportation de biens manufacturés.

La position des banques créancières

En 1982, lorsque le Mexique a annoncé son moratoire, on craignait généralement que le défaut ou la répudiation de leurs dettes par l'un des grands pays débiteurs provoque des faillites bancaires ou ne mine la stabilité du système financier international. Plusieurs grandes banques étaient lourdement engagées en Amérique latine; le montant total des prêts consentis au Mexique en 1982 par les neuf plus grandes banques américaines, par exemple, que l'on désigne sous le nom de « centres bancaires financiers », représentait 44 p. 100 du capital cumulé de ces banques.

Dans l'ensemble, cependant, la position des banques commerciales des pays de l'OCDE s'est améliorée depuis 1982. Les banques de tous les pays développés se sont concertées en vue d'élargir leur base financière et, partant, leur ratio capital/actif. Parallèlement, elles ont accru leurs réserves pour mauvaises créances et ont réduit leurs prêts aux pays du Tiers monde. Le ministre des Finances du Canada a déclaré au Comité que si les pratiques diffèrent d'un pays et d'une banque à l'autre, « elles ont toutes eu pour effet de renforcer la position des institutions financières et de l'ensemble du système contre d'éventuels manquements aux engagements pris ». (14:8)

Le rythme et l'ampleur de l'amélioration ont été fonction de plusieurs facteurs qui soulignent le fait que la gestion de la dette est liée aux différentes réglementations. En voici quelques exemples:

- la dégradation progressive des ratios capital/actif, dans les années soixante-dix, qui a été un phénomène assez généralisé;
- le traitement fiscal des réserves diffère selon les pays, ce qui explique en partie pourquoi les banques européennes maintiennent d'importantes réserves, alors que les banques canadiennes et japonaises se contentent de